

SYNDICATS

L'union fait la force ?

Renée Wagener

Le politiste Adrien Thomas a consacré un livre aux syndicats et à l'immigration au Luxembourg, sous le titre parlant « Les frontières de la solidarité ». Un livre qui apporte des éléments précieux pour comprendre l'état actuel du syndicalisme luxembourgeois.

« Il faudrait entrer en grève ! » C'est ce que s'écriait une amie non-luxembourgeoise dans une conversation sur le résultat du récent référendum. En effet, imaginons ce que serait la vie quotidienne au Luxembourg si demain la main-d'œuvre immigrée, voire transfrontalière, se décidait à laisser reposer, juste pour quelques jours, la spatule, le torchon ou la souris d'ordinateur...

Après le choc suscité par le « non massif » au droit de vote résidentiel, quelles leçons peut-on tirer de ce résultat désastreux ? Même sans recourir aux sondages et aux statistiques, on peut avancer que si le non a été fortement soutenu par la droite, il a connu également un appui considérable du côté d'une frange importante de la gauche.

Ce phénomène n'est en rien étonnant, si l'on analyse l'attitude des syndicats lors de la campagne préréférendum : ils étaient quasiment absents du débat. Cette absence, presque pas thématisée, a pourtant fortement contribué au mauvais score du oui. Malgré leur position bien moins forte qu'il y a quelques décennies, les syndicats recrutent toujours des milliers de membres. Leur retenue a en même temps été l'expression d'un manque de confiance de leurs responsables en ce qui concerne d'une part l'esprit démocratique de leurs membres luxembourgeois et d'autre part la robustesse de la solidarité entre membres luxembourgeois et étrangers. Et elle a mon-

tré que les syndicats ont délaissé dans ce cas leur rôle de sensibilisation aux problèmes de société, qu'ils avaient pourtant encore assumé lors du débat sur l'élargissement du droit de vote communal en 1981. Et qu'ils continuent à vouloir jouer dans le cadre du TTIP.

Lorsque le petit livre du sociologue Adrien Thomas sur les syndicats face à l'immigration est sorti en début d'année, il restait encore quelques mois jusqu'au référendum sur le droit de vote résidentiel. Pour ceux et celles qui ont eu l'avantage de le lire, le non massif a peut-être été moins surprenant. Car dans sa description très intéressante des relations des syndicats luxembourgeois avec les travailleurs et travailleuses venu-e-s de l'étranger, le terme d'« ambiguïté » revient plus d'une fois.

Relations ambiguës

Alors que, dans les autres pays européens, l'histoire du mouvement ouvrier est depuis fort longtemps un sujet de la recherche scientifique, au Luxembourg, l'historiographie militante sous forme d'ouvrages commémoratifs, souvent peu critique de son propre passé, est encore très répandue. La publication d'Adrien Thomas, par contre, se veut une analyse scientifique. Sa démarche interdisciplinaire se situe dans un cadre historique allant du syndicalisme naissant de la seconde moitié du 19^e siècle jusqu'au temps présent.

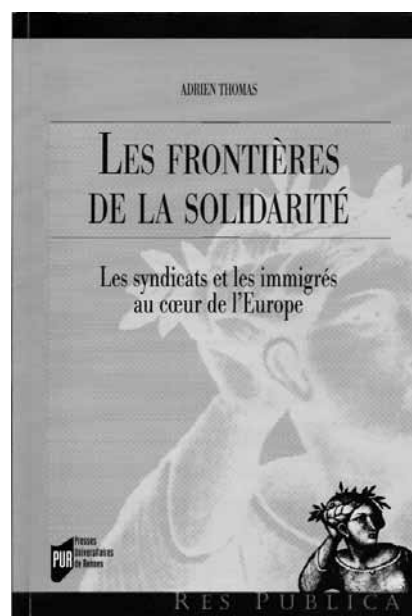
Le monde du travail, surtout celui du travail industriel, a toujours été international au grand-duché. Tant les patrons qui étaient prêts à se lancer dans l'aventure d'une entreprise que les ouvriers et ouvrières qui la faisaient marcher venaient souvent de l'autre côté de la frontière. La si-

dérurgie, principale industrie à partir de la fin du 19^e siècle, était l'expression même de cette mobilité : non seulement le charbon, la « minette », la fonte et l'acier voyageaient, mais également les sidérurgistes. Si les ouvriers italiens et polonais traversaient l'Europe pour venir au Luxembourg, les Allemands, les Français et les Luxembourgeois ne faisaient souvent que franchir la frontière, parce que de l'autre côté on embauchait, ou parce qu'on payait mieux. Le Luxembourg n'est pour autant pas un cas exceptionnel : la mobilité de travail est un phénomène presque banal au niveau international. Mais, comme l'écrit Thomas, elle était importante pour la formation des classes ouvrières, et elle a conditionné celle-ci : « La relation entre le mouvement syndical et les travailleurs immigrés a souvent été ambiguë et conflictuelle, prise dans les tensions entre solidarité internationale et concurrence sur le marché du travail. »

Ce constat est en effet illustré par l'histoire du syndicalisme luxembourgeois. Après les premières associations de typographes ou de gantiers, c'est surtout dans l'industrie lourde que se développèrent, à partir du début du 20^e siècle, les syndicats modernes. Or, l'aspect de la nationalité jouait un rôle important dans l'optique des patrons, qui voyaient dans les travailleurs étrangers une force de travail d'appoint, souvent moins bien payée. Mais du côté des syndicats également, on s'intéressait avant tout aux ouvriers établis dans le pays, ce qui rimait souvent avec autochtones. De plus, les ouvriers étrangers, comme d'ailleurs les femmes ouvrières, étaient considérés comme des « Lohndrucker ». Pourtant, dans une première phase, les essais des syndicats pour mobiliser les travailleurs étrangers ne manquent pas, en témoignent les appels multilingues aux réunions voire à la grève du début du siècle. Si les ouvriers étrangers qui s'engageaient dans les syndicats étaient souvent sous la pression de perdre leur emploi et d'être alors renvoyés du pays, ils constituaient d'un autre côté un renfort quantitativement considérable - en 1913, ils représentaient 60 pour cent des sidérurgistes - et ils étaient souvent plus fortement politisés que leurs collègues luxembourgeois.

Entre nationalisme et solidarité

Le nationalisme luxembourgeois prend ses racines dans les premières décennies du 20^e siècle, mais c'est lors de la crise sociale après la Première Guerre mondiale que les syndicats commencent à utiliser des arguments nationalistes dans le débat sur l'emploi. Thomas cite un rapport de 1926 du « Berg- und Metallindus-



Un exemple de solidarité prolétarienne : le syndicat luxembourgeois proteste contre l'expulsion de camarades italiens. Quelques années plus tard, la protection du sidérurgiste luxembourgeois au détriment des ouvriers étrangers devenait partie intégrante du discours syndicaliste.

triarbeiterverband » (BMAIV) à la fédération internationale des syndicats métallurgistes : « L'immigration représente un problème important. Les ouvriers luxembourgeois pâtissent lourdement de cette situation et les acquis que la classe ouvrière luxembourgeoise a obtenus au cours de sa lutte, d'un côté la législation sociale, de l'autre la ratification de la journée de huit heures, risquent d'être remis en question. »

Cette attitude va se prolonger jusque dans la crise économique mondiale. Devant les licenciements massifs à partir de l'année 1929, qui entraînent des expulsions aussi considérables, Thomas constate une « certaine ambivalence » des syndicats, qui s'engagent notamment pour les ouvriers italiens ou allemands antifascistes menacés d'expulsion. Mais il note aussi que les syndicalistes et les politiciens progressistes de l'époque utilisent des conceptions ethniques ou culturelles dans leur discours sur les travailleurs étrangers.

Un exemple très intéressant de l'importance variable de la nationalité est celui du droit de vote des ouvriers et ouvrières pour les conseils d'usine, qu'ils reçoivent sans distinction nationale au lendemain de la Grande Guerre. En 1925, lors de l'introduction des délégations ouvrières, leurs membres doivent être au deux tiers luxembourgeois. Après la Seconde Guerre mondiale, le droit de vote est complètement « nationalisé ». Si ce droit de vote est rétabli peu à peu, ce n'est qu'en 1979 qu'il est généralisé. Au cours du débat de 1945 à la Chambre, sur arrière-fond d'épuration de l'après-guerre, le président du « Letzeburger Arbechterverband » (LAV) Nic Biever, un socialiste, soutient « son » ministre du Travail Pierre Krier dans cette démarche. Par contre,

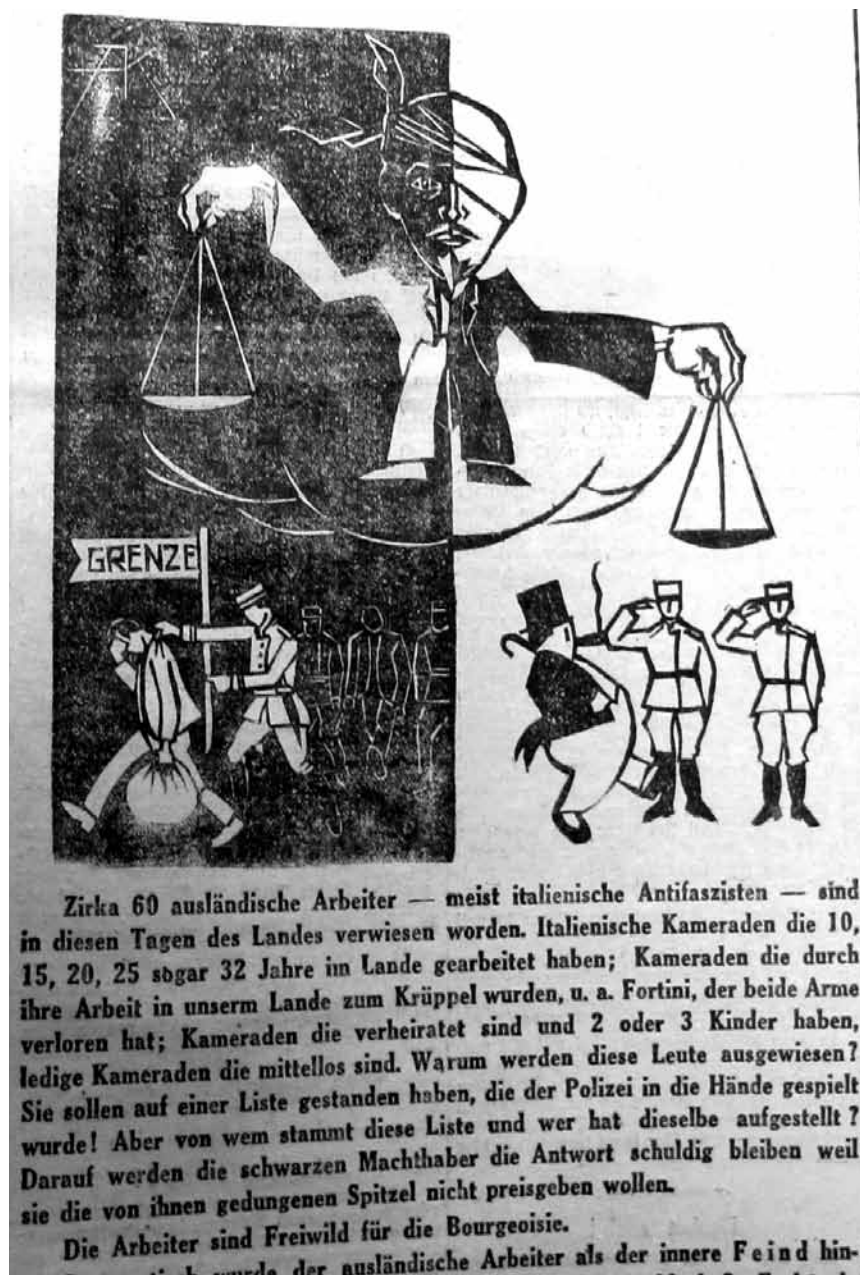
les députés communistes, proches du « Freie Letzeburger Arbechterverband » (FLA), défendent le droit de vote généralisé. Le FLA explique sa position dans le journal « Freien Arbechter » avec les mots suivants : « Un ouvrier n'est jamais qu'un ouvrier dans l'entreprise. On demande le même travail à l'étranger qu'au Luxembourgeois, c'est pourquoi il faut lui laisser les mêmes droits. »

Si ces phrases sonnent étrangement actuelles, il ne faut pas oublier que, évidemment, le FLA poursuivait avec cette position sa propre stratégie politique, qui reflète d'ailleurs un ancrage beaucoup plus fort des communistes de l'époque dans le milieu immigré que ce n'était le cas chez les socialistes. Mais, et c'est peut-être le lien avec la discussion menée lors du référendum, il est étonnant de constater que l'internationalisme revendiqué par les syndicats depuis leurs débuts ne joue en pratique que peu jusqu'à nos jours.

Frontières dans les têtes

Thomas décrit également des exemples de relations conflictuelles entre syndicalistes de différentes nationalités dans d'autres domaines, que ce soit la disparition des Luxembourgeois dans le secteur de la construction, la position des syndicats sur l'immigration et l'intégration, le travail de syndicalisation notamment auprès de la communauté portugaise à partir des années 1970 -, ou encore les conflits entre syndicats luxembourgeois et français, voire belges, dans les combats contre la fermeture des usines sidérurgiques.

Avec ses 135 pages, le livre est un récit bref et agréable à lire, mais pas un simple survol. Les analyses sont parsemées d'encarts explicatifs ou



d'extraits d'interviews que l'auteur a menées lui-même, qui rendent la lecture aisée même pour le grand public. On aurait aimé pouvoir consulter quelques tableaux sur l'évolution statistique sur le long terme, par exemple sur le développement de la main-d'œuvre étrangère dans les secteurs les plus importants ou sur la syndicalisation. L'aspect du genre semble également avoir été un peu délaissé.

Si Thomas a situé sa recherche sur le cas luxembourgeois dans un contexte scientifique international, il cite évidemment largement la littérature luxembourgeoise. Là, quelques lacunes apparaissent : citons au hasard l'œuvre pionnière de Lydie Schmit sur le mouvement ouvrier et syndical, ou, pour des analyses plus approfondies, les travaux de Wey, Feltes ou Hanff sur l'économie luxembourgeoise des années 1930. Mais c'est surtout par la consultation de sources primaires inédites que l'auteur réussit apporter des points de vue intéressants et de nouvelles pistes pour la recherche.

À la fin, on se rend compte une fois de plus combien l'approche nationale, qui semble pourtant contraire à toute logique d'union syndicale, détermine celle-ci. Que les syndicats fonctionnent selon des stratégies plutôt que selon les principes et les valeurs qu'ils mettent en avant, cela n'étonne pas. Ce qui étonne, c'est que, au lieu de l'argument du nombre et de l'union qui fait la force, c'est l'argument national qui continue à jouer dans un pays où les passeports luxembourgeois deviennent de plus en plus rares. Mais, comme l'écrit Adrien Thomas dans sa conclusion : « [L]es organisations syndicales ont internalisé jusqu'à un certain point les frontières entre nationaux et étrangers. »

Adrien Thomas, « Les frontières de la solidarité : les syndicats et les immigrés au cœur de l'Europe », Presses universitaires de Rennes, 2015 (Res Publica).